

Or, "au point où les choses en étaient rendues", l'état de siège était déclaré en Alsace-Lorraine, cinq cent mille soldats allemands étaient massés aux frontières de France, du Luxembourg et de la Belgique, des patrouilles allemandes avaient déjà pénétré sur le territoire français. J'en sais quelque chose : c'est le jour même où j'ai traversé l'Alsace, de Bâle à Colmar et à Strasbourg, au milieu des régiments, des trains d'artillerie, du branle-bas général de la guerre, virtuellement commencée.

Il semble qu'à ce moment, la patience ait failli échapper au représentant de la France. Les souvenirs du patriote percent sous la réserve du diplomate. Il se remémore l'abandon de 1870, suivant de si près l'alliance de 1854 et les services rendus par la France en Crimée, et jamais payés de retour. Il a recours à l'argument suprême : "Il ne peut être dans l'intérêt de l'Angleterre de laisser l'Allemagne écraser la France. En 1870, elle a commis une *grave erreur* en permettant à l'Allemagne d'accroître énormément sa puissance; elle ne devrait pas répéter *cette erreur*." Cette fois, c'est bien la critique, et la critique amère. M. Cambon demande au ministre de soumettre de nouveau la question au cabinet.

Sir Edward réplique froidement que le cabinet se réunira dès qu'il se produira de "nouveaux développements". "Pour l'instant, dit-il, la seule réponse que je puisse donner, c'est que nous ne pouvons prendre aucun engagement précis (*any definite engagement*)" (119).

* * *

Ce n'est pas seulement à l'ambassadeur de France que le ministre anglais donne cette réponse dilatoire; il l'adresse au Président de la République lui-même.

Le 30 juillet, M. Poincaré, rentré en toute hâte à Paris, fait appeler sir Francis Bertie. "Il est convaincu que la paix est entre les mains de la Grande-Bretagne. Si le gouvernement britannique faisait savoir que l'Angleterre sera aux côtés de la France en cas de conflit avec l'Allemagne... *il n'y aurait pas de guerre, car l'Allemagne modifierait immédiatement son attitude*.... Si une guerre générale éclate sur le continent, les intérêts vitaux de l'Angleterre l'y entraîneront forcément. Une déclaration immédiate de son intention d'appuyer la France, qui veut le maintien de la paix, *empêcherait presque certainement l'Allemagne de déclarer la guerre*."

C'est, on le voit, la redite quasi textuelle des affirmations trois fois répétées de M. Sazonoff. C'est la confirmation de l'avis du marquis de San Giuliano.

Sir Francis Bertie transmet immédiatement à Londres cette importante communication (99).

Sir Edward Grey diffère sa réponse au lendemain. En voici le texte complet et la traduction :